

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

VTB BANK (FRANCE) SA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 185 343 812,55 €
Siège social : 86, boulevard Haussmann 75008 Paris
562 061 671 R.C.S. Paris

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan.

(En Euros.)

Actif	Montant
Caisse, banques centrales, C.C.P.	111 182 448,64
Effets publics et valeurs assimilées	0,00
Créances sur les établissements de crédit	278 977 887,92
Opérations avec la clientèle	577 916 639,66
Obligations et autres titres à revenu fixe	244 815 891,80
Actions et autres titres à revenu variable	174 978,18
Participations et autres titres détenus à long terme	13 236 800,66
Parts dans les entreprises liées	0,00
Crédit bail et location avec option d'achat	0,00
Location simple	0,00
Immobilisations incorporelles	815 928,18
Immobilisations corporelles	2 474 961,52
Capital souscrit non versé	0,00
Actions propres	0,00
Autres actifs	8 940 983,37
Comptes de régularisation	4 725 725,76
Total de l'Actif	1 243 262 245,69

Passif	Montant
Banques centrales, C.C.P.	0,00
Dettes envers les établissements de crédit	3 113 315,78
Opérations avec la clientèle	77 910 573,18
Dettes représentées par titre	0,00
Autres passifs	1 316 028,27
Comptes de régularisation	18 385 990,67
Provisions pour risques et charges	2 420 500,00
Dettes subordonnées	963 678 956,19
Fonds pour risques bancaires généraux	13 613 360,71
Capitaux propres (hors FRBG)	162 823 520,89
Capital souscrit	185 343 812,56
Prime d'émission	0,00
Réserves	35 980 568,44
Écarts de réévaluation	898 327,16
Provisions réglementées et subventions d'investissement	935,18

Report à nouveau	-59 400 122,45
Total du Passif	1 243 262 245,69

Hors-bilan	Montant
Engagements donnés :	
Engagements de financement	
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0,00
Engagements en faveur de la clientèle	12 266 650,32
Engagements de garantie	
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	550 000,00
Engagements d'ordre de la clientèle	10 459 839,49
Engagements sur titres	
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	0,00
Autres engagements donnés	0,00
	0,00
Engagements reçus :	
Engagements de financement	
Engagements reçus d'établissements de crédit	0,00
Engagements de garantie	
Engagements reçus d'établissements de crédit	97 448,85
Engagements reçus de la clientèle	404 637 331,26
Engagements sur titres	
Titres vendus avec la faculté de rachat ou de reprise	0,00
Autres engagements reçus	0,00
	0,00

II. — Annexes aux comptes sociaux 2016.

1. — Présentation.

Les comptes de VTB Bank (FRANCE) SA sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes de VTB Bank FRANCE (SA) sont consolidés dans ceux de sa maison mère VTB Bank (AUSTRIA) AG.

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

2.1. Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan, à leur coût d'acquisition. La banque a procédé à la réévaluation de l'ensemble de ses immobilisations corporelles et financières au 31 décembre 2009.

Pour les biens amortissables, la valeur nette comptable a été réévaluée à la valeur actuelle en déduisant les amortissements cumulés du coût de l'immobilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations, selon la méthode linéaire ou dégressive. Après la réévaluation, les amortissements sont calculés en appliquant à la nouvelle valeur nette comptable le plan d'amortissement initial.

Agencements	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
Matériel, outillage, véhicules	5 ans
Logiciel acquis	5 ans

2.2. Portefeuille Titres. — Le portefeuille Titres est classé par nature de titres et selon l'objectif économique de leur détention.

— Titres de Transaction : Les titres de transaction sont enregistrés à leur prix d'acquisition (frais et coupons courus inclus) et font l'objet d'une réévaluation mensuelle sur la base de leur valeur de marché. Le différentiel constaté est enregistré en gain ou en perte.

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide, c'est-à-dire généralement ceux qui sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, sont comptabilisés sous cette rubrique.

— Titres de placement : Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, les frais sont portés en charge et les coupons courus achetés en comptes de créances rattachées.

À la clôture de l'exercice, ces titres font l'objet d'une réévaluation selon la méthode marked to market sur la base des cotations officielles.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

Les coupons courus entre l'acquisition des titres et la date de clôture de l'exercice sont comptabilisés en comptes de créances rattachées.

— Titres d'investissement : Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "titres de transaction" ou de la catégorie "titres de placement" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance. Les établissements qui inscrivent des titres parmi les titres d'investissement doivent avoir la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

— Titres de participations et autres titres détenus à long terme : Relèvent de la catégorie des titres de participation, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise.

Relèvent de la catégorie des autres titres détenus à long terme, les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion. Ces titres sont comptabilisés aux prix et en devises d'acquisition, frais exclus.

À la date d'arrêté comptable, ces titres sont évalués individuellement au plus bas entre la valeur d'acquisition et la valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cessions sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Au moment du paiement, les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

2.3. Intérêts et Commissions. — Les intérêts sont comptabilisés prorata temporis dans les comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie d'un compte de résultat.

Pour les opérations d'escompte de papier commercial, le différentiel constaté entre le net escompté et la valeur faciale du billet est assimilé à de l'intérêt. Les intérêts perçus d'avance dans les opérations d'escompte sont répartis dans le temps sur la base d'un calcul d'intérêts composés.

En vertu des dispositions du Livre II du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction ont été étalés de manière systématique. La méthode alternative a été retenue, à savoir un étalement de manière linéaire ou au prorata du capital restant dû.

Les types de commissions concernés sont les suivants :

- Commissions d'apporteurs d'affaires;
- Frais de dossiers et commissions de gestion;
- Commissions de garantie;
- Commissions de participation reçues et reversées sur prêts syndiqués;
- Commissions d'utilisation et de tirage de lignes de crédit.

2.4. Opérations en devises. — Les emplois, ressources et engagements en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

2.5. Opérations sur instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de change ou de taux sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Ces opérations sur instruments financiers à terme de change et de taux sont réalisées sur un marché de gré à gré et comptabilisées en hors bilan pour leur montant notionnel.

Instruments de change à terme négociés sur un marché de gré à gré. — Les contrats sont enregistrés sur la base d'un cours à terme en hors bilan et font l'objet pour chaque engagement d'une inscription distincte. Les opérations sont dissociées selon leurs finalités et les résultats sont affectés sur cette base. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes latents sont directement affectés au résultat de l'exercice. Pour les opérations de marché, seules les pertes latentes font l'objet de provisions.

Les reports et déports liés aux opérations de change à terme couvertes au sens du Livre II Titre 5 du règlement ANC n° 2014-07 sont affectés au compte de résultat sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance.

Instruments de taux d'intérêts à terme négociés sur un marché de gré à gré. — Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits en hors bilan pour la valeur nominale des contrats et sont ventilés en trois catégories :

— Portefeuille d'opérations sur instruments de taux géré en positions ouvertes isolées (catégorie A). Les produits et les charges sont comptabilisés prorata temporis, d'une part, et les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques et charges, d'autre part.

— Portefeuille d'opérations sur instruments de taux géré en micro-couverture (catégorie B) permettant de réduire le risque de variation de taux d'éléments classés parmi les créances sur les établissements de crédits et la clientèle.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

Ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en net d'intérêts.

— Portefeuille d'opérations sur instruments de taux géré en macro-couverture (catégorie C) : ils intègrent les contrats réalisés en vue de couvrir le risque de taux global de la Banque sur l'actif, le passif et le hors bilan.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux, sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

2.6. Prêts, créances et dettes :

Prêts et créances. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat dans les rubriques Produits et charges d'intérêts et assimilés.

Dettes. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Crédits. — Les crédits sont inscrits au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Risque de Crédit. — Lorsqu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, l'encours afférent fait l'objet d'une revue en Comité de Crédit et le montant de provision est déterminé en fonction du risque estimé.

Créances douteuses. — Les engagements présentant des échéances impayées en principal ou intérêts supérieures à trois mois, les crédits octroyés aux sociétés faisant l'objet d'une procédure collective et les créances détenues sur les tiers présentant un risque de non recouvrement total ou partiel sont classés en créances douteuses.

Ce déclassement concerne l'ensemble des engagements d'un tiers douteux.

Les créances douteuses font l'objet de provisions pour dépréciation, en fonction d'une analyse économique et financière individualisée, à hauteur du risque de non recouvrement estimé. Les intérêts attachés à ces créances sont provisionnés au même taux que la créance principale. Les dépréciations viennent en diminution des actifs correspondants.

A l'exception des créances « restructurations gouvernementales », lorsque l'espérance de recouvrement de tout ou partie d'une créance douteuse se trouve très improbable, la créance est classée extra-comptablement en douteux compromis.

Les intérêts ne sont pas calculés pour les créances douteuses compromises.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Risques-pays. — Les encours des risques-pays sont constitués de créances et d'engagements relatifs à des débiteurs, publics ou privés, de pays ayant sollicité le rééchelonnement de leur dette et/ou présentant un risque de dégradation de leur situation économique et politique.

Les taux de provision découlent d'une étude économique sur le pays et suivent l'évolution des risques géopolitiques, notamment en matière de restructurations accordées par les créanciers. Les taux de provisions s'appliquent sur le principal.

Les provisions risques-pays viennent en diminution des actifs correspondants. Elles s'élèvent à 37,615 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Lorsque, dans un souci prudentiel, la Banque souhaite atteindre un taux de couverture du risque pays supérieur au taux de provision, une partie de l'emprunt participatif accordée par JSC VTB Bank est affectée en complément des provisions ainsi constituées. Par ailleurs, la Banque a reçu le 5 décembre 2007 du Secrétariat Général de la Commission Bancaire l'autorisation d'affecter spécifiquement la part disponible du prêt participatif à la couverture de certains grands risques, quelle que soit la nationalité de la contrepartie.

Au titre de la couverture complémentaire des risques-pays et des affectations spécifiques, l'affectation de l'emprunt participatif aux encours de bilan et de hors bilan s'élève au 31 décembre 2016 à 310,99 millions d'euros.

Le tableau suivant présente l'analyse détaillée des taux de couverture sur la Russie en 2015 et 2016.

Russie	2016					
	Encours Brut	Encours provisionnable	Provisions comptables et réévaluations (1)	Taux provisionnement (en%)	Affectation de l'emprunt participatif	% découverte
Risques-pays (créances saines)	59 003	51 359	5 136	10,00	11 302	27,86
Créances douteuses	14 879	14 879	12 911	86,77	0	86,77
Engagements hors-bilan	1 000	1 000	100	10,00	0	10,00
Titres de placement (provisions) et investissements	231 953	231 953	12 115	5,22	85 526	42,10
Titres de participation non consolidés	28 994	28 994	15 834	54,61	13 159	100,00
Total	335 829	328 185	46 096	14,05	109 987	46,48

Russie	2015					
	Encours Brut	Encours provisionnable	Provisions comptables et réévaluations (1)	Taux provisionnement (en%)	Affectation de l'emprunt participatif	% découverte
Risques-pays (créances saines)	159 390	63 245	6 324	10,00	38 473	28,11
Créances douteuses	5 036	5 036	4 784	95,00	0	95,00
Engagements hors-bilan	0	0	0	-0,00	0	-0,00
Titres de placement (provisions) et investissements	275 568	275 568	17 719	6,43	82 526	36,38
Titres de participation non consolidés	28 072	28 072	16 904	60,22	11 168	100,00
Total	468 066	371 921	45 731	12,30	132 167	38,01

(1) Dans la colonne "Provisions comptables et réévaluation", sont regroupées les provisions pour risques-pays et les dépréciations des créances douteuses

2.7. Affectation de la dette subordonnée en couverture des risques. — Au 31 décembre 2016, l'affectation de la dette subordonnée au titre de la couverture des risques pays, est de 310,99 millions d'euros.

	(En millions d'Euros)
Russie	110,57
Autre pays	200,42

Au 31 décembre 2015, elle était de 328,85 millions d'euros.

	(En millions d'Euros)
Russie	134,92
Autre pays	193,93

2.8. Charges fiscales :

Impôts et Taxes. — Outre les taxes dues et payées au titre d'un même exercice, sont également provisionnées dans ce poste, la contribution sociale de solidarité et la contribution des institutions financières, qui sont à verser après la clôture de l'exercice de référence.

Le taux de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 %.

Une contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 % s'applique en outre sur les résultats imposés.

Au 31 décembre 2016, le déficit fiscal reportable s'élevait à 63 822 milliers d'euros.

2.9. Retraites. — VTB BANK FRANCE (SA) adhère aux organismes de retraite nationaux AGIRC et ARRCO dont les régimes à cotisations définies fonctionnent par répartition.

Dans le cadre de la convention collective applicable aux établissements de crédit, la Banque verse au personnel partant en retraite une indemnité de départ. À la clôture de chaque exercice une évaluation actuarielle des indemnités de départ à la retraite est effectuée selon la « méthode rétrospective » correspondant à la valeur des droits potentiels pour le personnel en activité avec projection des augmentations futures de salaires. Au 31 décembre 2016, cette indemnité est évaluée à 1,634 millions d'euros.

Le montant a été calculé sur la base de départs à la retraite à 67 ans et la prise en compte d'un taux de rotation des effectifs évalué en fonction de l'âge de chaque salarié.

Conformément aux règles généralement admises en France, la Banque a choisi de ne pas provisionner ces engagements.

2.10. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG). — Il n'y a pas de mouvements à constater sur l'exercice 2016 concernant le fonds pour risques bancaires généraux.

2.11. Résultat par action. — Le résultat de l'exercice 2016 après application de la clause de retour à meilleure fortune s'élève à 0 € par action.

3. – Informations sur le bilan.

3.1. Total du bilan :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Total du bilan	1 243 262	1 255 122
Dont :		
Actifs libellés en devises "out" (c/v EUR)	590 715	711 417
Passifs libellés en devises "out" (c/v EUR)	723 803	745 115

3.2. Ventilation des créances et dettes sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Créances sur les établissements de crédit	278 978	253 662
A vue	24 250	45 908
A terme	254 728	207 754
Dettes sur établissement de crédit	3 113	35 659
A vue	3 113	35 659
A terme	0	0
Dont refinancement Banque de France	0	0

3.3. Ventilation des créances et dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle en durée résiduelle :

2015	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Établissements de crédit :					
Prêts et Crédits	219 706	21 549	2 030	0	243 285
Encours douteux bruts compromis	104 959	0	0	0	104 959
Dépréciations des créances	-84 235	0	0	0	-84 235
Provisions risques-pays	-10 347	0	0	0	-10 347
Total	230 083	21 549	2 030	0	253 662
Clientèle :					
Prêts et Crédits	18 315	130 763	435 285	28 537	612 900
Encours douteux bruts compromis	147 867	0	0	0	147 867
Dépréciations des créances	-105 166	0	0	0	-105 166
Provisions risques-pays	-20 121	0	0	0	-20 121
Total	40 894	130 763	435 285	28 537	635 479
Dettes en provenance d'établissements de crédit	35 659	0	0	0	35 659
Dettes en provenance de la clientèle	57 699	33 657	33 425	0	124 781

2016	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Établissements de crédit :					

Prêts et Crédits	175 249	102 641	0	0	277 889
Encours douteux bruts compromis	92 547	0	0	0	92 547
Dépréciations des créances	-78 468	0	0	0	-78 468
Provisions risques-pays	-12 990	0	0	0	-12 990
Total	176 337	102 641	0	0	278 978
Clientèle :					
Prêts et Crédits	20 580	65 638	423 168	61 993	571 379
Encours douteux bruts compromis	140 847	0	0	0	140 847
Dépréciations des créances	-109 784	0	0	0	-109 784
Provisions risques-pays	-24 525	0	0	0	-24 525
Total	27 118	65 638	423 168	61 993	577 917
Dettes en provenance d'établissements de crédit	3 113	0	0	0	3 113
Dettes en provenance de la clientèle	44 299	17 466	16 146	0	77 911

3.4. Ventilation des dettes fournisseurs en durée résiduelle. — L'ensemble des factures reçues par les fournisseurs est réglé au fil de l'eau dans un délai inférieur à 30 jours.

Au 31 décembre, aucune dette fournisseur n'est à constater au bilan.

3.5. Ventilation des créances et dettes sur entreprises liées et autres entreprises :

	2016	2015
Créances sur les établissements de crédit	278 978	253 662
Entreprises liées	123 732	137 363
Autres entreprises	155 246	116 299
Créances sur la clientèle	577 917	635 479
Entreprises liées	9 165	0
Autres entreprises	568 752	635 479
Dettes envers les établissements de crédit	3 113	35 659
Entreprises liées	328	25 284
Autres entreprises	2 785	10 375
Dettes envers la clientèle	77 911	124 781
Entreprises liées	15	63
Autres entreprises	77 896	124 717

3.6. Autres actifs, passifs, comptes de régularisation :

	2016	2015
Autres actifs	8 941	1 833
Débiteurs divers	8 941	1 817
Avoirs en or et métaux précieux	0	16
Autres passifs	1 316	769
Créditeurs divers	1 316	769
Comptes de régularisation "Actif"	4 726	502
Charges payées d'avance	2 891	418
Produits à recevoir	251	4
Comptes de suspens	365	67
Comptes d'ajustement devises	1 218	13
Comptes de régularisation "Passif"	18 386	7 634
Produits perçus d'avance	4 588	1 226
Charges à payer	5 437	5 075
Comptes de suspens	1 006	502
Comptes d'ajustement devises	7 356	831

3.7. Ventilation des opérations avec la clientèle :

	2016	2015
A l'actif du bilan	577 917	635 479
Créances commerciales	0	6 529
Autres concours à la clientèle	577 557	628 945
Comptes ordinaires débiteurs	359	6
Opérations d'affacturage	0	0
Au passif du bilan	77 911	124 781
Comptes d'épargne à régime spécial	14 142	11 257
A vue	14 142	11 257
A terme	0	0
Autres dettes	63 768	113 524
A vue	15 207	19 992
A terme	48 561	93 532
Mobilisation auprès de la Banque de France	0	0
Créances commerciales (actif)	0	0

3.8. Montant des crédits à durée indéterminée accordés à la clientèle. — Aucun crédit à durée indéterminée n'a été accordé à la clientèle.

3.9. Opérations sur titres :

— Ventilation du portefeuille titres :

	2016		2015	
	Investissement	Placement	Investissement	Placement
Cotés				
Obligations et autres titres à revenu fixe (valeur nette)	72 623	172 193	59 197	242 244
Non cotés				
Actions et autres titres à revenu variable (valeur nette)	0	175	0	175

	2016	2015
Portefeuilles d'obligations et autres titres à revenu fixe	244 816	301 441
Obligations de placements Banques	25 745	72 364
Obligations de placements Corporates	146 448	169 880
Obligations d'investissements Corporates	72 623	59 197
Différences entre prix d'acquisition et prix de remboursement	6 375	8 435
Différences sur portefeuille d'investissement	409	0
Différences sur portefeuille de placement	5 967	8 435
Plus ou moins values latentes du portefeuille de placement	588	-12 832
Plus values latentes	12 703	6 031
Moins values latentes	-12 115	18 863

— Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe selon leur durée résiduelle :

2015	Investissement	Placement	Total
Moins de 3 mois	0	0	0
De 3 mois à 1 an	14 328	36 054	50 382
De 1 à 5 ans	44 869	155 412	200 281
Plus de 5 ans	0	50 778	50 778
Total	59 197	242 244	301 441

2016	Investissement	Placement	Total
Moins de 3 mois	3 800	0	3 800
De 3 mois à 1 an	9 725	35 291	45 016
De 1 à 5 ans	59 097	128 602	187 699

Plus de 5 ans	0	8 300	8 300
Total	72 623	172 193	244 816

— Actions et autres titres à revenu variable :

	2016	2015
Actions et autres titres à revenu variable	175	175

3.10. Titres de participation et autres titres détenus à long terme :

	Valeur au 31/12/2015	Variation d'échange en 2016	Mouvements de l'exercice 2016	Valeur au 31/12/2016
Filiales				
Françaises	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0
Etrangères	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0
Participations				
Françaises	75	0	0	75
Provisions	0	0	0	0
Etrangères	28 075	921	0	28 996
Provisions	16 904	555	-1 625	15 834
Total	11 245	367	1 625	13 237

Tableau des filiales et participations (en millions)

Informations financières filiales et participations	Devise de référence du capital	Capital(*) (devise)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (%)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en euros)	Montants des cautions et avals et garanties donnés par la société (en euros)	PNB ou chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé (en devise)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (en devise)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en euros)	Observations
					Brute	Nette						
1. Filiale (+ De 50 % du capital détenu par la société)												
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)												
Renseignements globaux concernant des autres filiales ou participations (<10 %)												
1. Participations françaises												
BPI France (OSEO)	EUR	840	1 560	0,002	19	19			614 500	119 200	0,2	Au 31.12.2015
2. Participations étrangères												
VTB Capital Plc. Londres	USD	566	170	0,17	548	548			265 533	-9,54		Au 31.12.2015
Swift	EUR				3	3						
Évrofinancemosnarbank (IFRS)	RUB	3 510	7 372	7,97	30 014	13 323			2 050 454	308 581	116 610	Au 31.12.2015
(*) Capital = capital souscrit + prime d'émission												
Sur ce tableau n'est pas reprise la garantie des déposants (56 milliers d'euros)												

3.11. Immobilisations :

	Valeur au 31/12/2015	Acquisitions 2016	Sorties 2016	Réévaluation 2016	Amortissements 2016	Valeur au 31/12/2016
Immobilisations incorporelles :						
Logiciels	10 082	64	-77	0		10 069
Amortissements	-8 779			0	-474	-9 253
Total immobilisations incorporelles	1 304	64	-77	0	-474	816
Immobilisations corporelles						

Terrains et constructions utilisés pour les activités propres de l'établissement	0	0	0	0	0
Amortissements	0			0	0
Autres terrains et constructions	987	0	0	0	987
Amortissements	-38			0	-45
Divers, agencements, installations	960	100	-111	0	949
Amortissements	-155		99	0	-226
Mobilier, outillage, véhicule, matériel informatique	3 557	242	-456	0	3 343
Amortissements	-2 539		133	0	-2 533
Total	2 771	342	-335	0	2 475

3.12. Variation des provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie (à l'actif et au passif) :

	Stock au 31/12/2015	Dotations aux dépréciations 2016	Reprises sur dépréciations 2016	Variations de change 2016	Stock au 31/12/2016
Dépréciations de créances venant en déduction de l'actif :					
Etablissements de Crédit	84 235	725	-7 005	513	78 468
Clientèle	105 166	10 993	-9 279	2 905	109 784
Titres	18 883	0	-7 367	620	12 136
Participations et autres titres détenus à long terme	16 904	0	-1 625	555	15 834
Provisions sur hors bilan :					
Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0
Clientèle	6 049	100	-6 247	199	100
Provisions constituées en couverture du risque pays sur créances saines :					
Etablissements de Crédit	10 347	3 879	-1 303	67	12 990
Clientèle	20 121	10 169	-6 221	456	24 525

3.13. Dettes représentées par un titre :

	2016	2015
Dettes représentées par un titre	0	0
Bons de caisse	0	0
Moins de 3 mois	0	0
De 3 mois à 1 an	0	0
De 1 à 5 ans	0	0
Plus de 5 ans	0	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	0	0
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0

Depuis septembre 2013, la Banque n'a pas procédé à de nouvelles émissions de TCN.

3.14. Provisions risques-pays sur engagements hors-bilan :

Valeur au 31/12/2015	Dotations 2016	Utilisations 2016	Reprises 2016	Variations de change	Valeur au 31/12/2016
6 049	100		-6 049	0	100

3.15. Actifs et passifs subordonnés :

Dettes subordonnées (emprunt participatif). — Le 14 février 1992, une convention de prêt participatif a été conclue entre la Banque Centrale de Russie et VTB BANK (FRANCE) SA et reprise à l'identique par le nouvel actionnaire, JSC VTB Bank, depuis le 28 décembre 2005. Ce concours se répartit en devises de la manière suivante :

USD	664 824 022,54
CHF	192 135 328,69
EUR	233 985 668,24

Le 7 décembre 1993, cette convention a été modifiée par un avenant avec la mise en place d'un concours supplémentaire de FRF 530 000 000 convertis en euros pour 80 412 156,51, puis le 31 décembre 1998 par un second avenant accordant à la Banque un nouveau prêt participatif de USD 120 000 000.

Le 25 janvier 2002, cette fraction de dollars US 120 000 000 a été transformée en dettes envers les établissements de crédit.

Le prêt participatif est accordé pour la durée de vie de la société.

Contractuellement, la Banque a la faculté de procéder au remboursement de l'emprunt par l'émission d'actions supplémentaires en faveur du prêteur afin d'augmenter sa part de capital.

Le 18 novembre 1992, une convention avec clause de retour à meilleure fortune a été signée entre les parties. En vertu de cette clause, l'excédent des produits sur les charges constaté à la clôture d'un exercice est affecté à la reconstitution de l'emprunt participatif, alors qu'en cas de situation inverse, il est procédé à un abandon de créance par le prêteur pour tout ou partie du déficit enregistré qui relèverait du besoin de couverture du risque-pays.

Variation de l'encours (en milliers) :

	Encours au 31/12/ 2015	Reconstitution en 2016	Remboursement en 2016	Encours au 31/12/ 2016	Encours en c/v EUR au 31/12/ 2016
USD	664 824	0	0	664 824	630 703
EURO	198 138	35 848	0	233 986	198 138
CHF	102 929	3 377	0	106 306	98 990

3.16. Capital social :

	2016	2015
Constitué de 165 789 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 117,95 euros	185 344	185 344

3.17. Fonds permanents :

	2016	2015
Capital	185 344	185 344
Dettes subordonnées (emprunt participatif) (1) (3)	963 679	903 793
FRBG (2)	13 613	13 613
Réserve légale	7 227	7 227
Ecart de réévaluation	898	898
Autres réserves	28 754	28 754
Report à nouveau négatif	-59 400	-59 400
Résultat de l'exercice (3)	0	0

(1) Dont au 31 décembre 2016, 310,99 millions d'euros affectés en couverture prudentielle des risques

(2) Ce poste de bilan couvre des risques généraux; les dotations et les reprises sont effectuées en fonction des règles en vigueur

(3) Conformément à la clause de retour à meilleure fortune du 18 novembre 1992 le résultat de l'exercice 2016 a été affecté à la reconstitution de l'emprunt subordonné

3.18. Évolution des fonds propres de base :

	Solde au 31/12/2015	Résultat 2016	Autres variations	Solde au 31/12/2016
Autres fonds propres :				
Écart de réévaluation				
Provision réglementée	1			1
Réserve réglementée				0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	13 613			13 613
Réserves				
Réserve légale	7 227			7 227
Autres réserves	28 754			28 754
Total	35 981			35 981
Capital	185 344			185 344
Report à nouveau	-59 400			-59 400
Résultat de l'exercice				
Total des fonds propres de base	175 538			175 538

(*) La variation de ce poste est consécutive à la cession d'un appartement privatif et du siège social de la Banque qui a eu pour effet de libérer l'écart de réévaluation y afférent vers le Report à nouveau négatif

4. – Informations sur le hors-bilan.

(En milliers d'Euros.)

4.1. Ventilation des engagements hors-bilan :

Engagements de financement	2016	2015
En faveur d'établissements de crédit	0	0
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	0	0
En faveur de la clientèle	12 267	25 565
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	12 267	25 565
Reçus des établissements de crédit	0	0
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	0	0
Reçus de la clientèle	0	0
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	0	0

Engagements de garantie	2016	2015
D'ordre d'établissements de crédit	550	6 550
Entreprises liées	550	6 550
Autres entreprises	0	0
D'ordre de la clientèle	10 460	17 479
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	10 460	17 479
Reçus des établissements de crédit	97	94
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	97	94
Reçus de la clientèle	368 532	509 810
Entreprises liées	0	0
Autres entreprises	368 532	509 810

4.2. Informations relatives aux opérations à terme et sur instruments financiers. — Principales informations relatives aux opérations à terme et sur instruments financiers en regard du règlement ANC N° 2014-07.

	2016	2015
Opérations de change a terme	328 242	191 528
Euros à recevoir contre devises à livrer	31 835	50 994
Devises à recevoir contre euros à livrer	181 997	77 527
Devises à recevoir contre devises à livrer	54 940	31 380
Devises à livrer contre devises à recevoir	59 471	31 627

— Instruments financiers à terme :

	2015			
	Marché de gré à gré		Marché organisé	
	Taux	Change	Taux	Change
Opérations de couverture				
Micro couverture	0	0	0	0
Macro couverture	0	0	0	0
Opérations de gestion de positions				
Contrat d'échange de taux	0	0	0	0
0 à 1 an	0	0	0	0
1 à 5 ans	0	0	0	0
Plus 5 ans	0	0	0	0

	2016			
	Marché de gré à gré		Marché organisé	
	Taux	Change	Taux	Change
Opérations de couverture				
Micro couverture	0	0	0	0
Macro couverture	0	0	0	0
Opérations de gestion de positions				
Contrat d'échange de taux	0	0	0	0
0 à 1 an	0	0	0	0
1 à 5 ans	0	0	0	0
Plus 5 ans	0	0	0	0

5. – Informations sur le compte de résultat

(En milliers d'Euros).

5.1. Intérêts :

	2016	2015
Produits	57 102	59 754
Sur opérations interbancaires	96	5 911
Sur opérations clientèles	40 174	35 868
Sur opérations de titres	16 832	17 976
Sur prêts subordonnés	0	0
Charges	4 738	5 253
Sur opérations interbancaires	2 592	1 979
Sur opérations clientèles	1 856	3 149
Sur opérations de titres	290	125

5.2. Revenus des titres à revenu variable :

	2016	2015
Actions cotées	0	0
Titres de participation	117	924

5.3. Commissions :

	2016	2015
Produits	1 948	2 847
Sur opérations interbancaires	1	20
Sur opérations clientèle	627	429
Sur opérations de change	23	21
Sur opérations de titres	0	0
Sur prestations de services financiers	1 296	2 377
Charges	991	402
Sur opérations interbancaires	19	16
Sur opérations clientèle	8	2
Sur opérations de change	0	0
Sur opérations de titres	24	108
Sur prestations de services financiers	940	276

5.4. Ventilation des gains ou pertes sur le portefeuille de négociation :

	2016	2015
Portefeuille de négociation	802	-2 046
Sur titres de transaction	0	0

Sur opérations de change	802	-2 046
Sur instruments financiers	0	0

5.5. Ventilation des gains ou pertes sur titres de placement :

	2016	2015
Titres de placement	10 692	36 439
Plus-values	3 896	0
Reprises sur dépréciations	7 019	38 328
Moins-values	-487	-1 585
Dépréciations	264	-303

5.6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

	2016	2015
Produits d'exploitation bancaire	229	46
Charges refacturées	187	2
Produits divers	0	0
Produits accessoires	42	44

	2016	2015
Charges d'exploitation bancaire	0	0
Produits rétrocédés	0	0
Charges diverses	0	0

5.7. Charges générales d'exploitation :

	2016	2015
Frais de personnel	10 622	8 498
Salaires	6 654	5 160
Charges sociales	3 480	2 792
Intéressement et participation des salariés	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	488	545
Autres charges d'exploitation	7 424	9 688
Honoraires	2 121	1 688
Location simple	866	1 839
Impôts, taxes et versements assimilés	1 257	1 736
Divers	3 181	4 426
Total des charges générales d'exploitation	18 047	18 185

5.8. Coût du risque :

	2016	2015
Coût du risque	-8 935	-42 487
Sur les établissements de crédit		
Dotations sur dépréciations des créances	-59	-6 585
Reprises sur dépréciations des créances	6 501	4 029
Sur la clientèle		
Dotations sur dépréciations des créances	-9 805	-42 096
Reprises sur dépréciations des créances	5 430	3 493
Sur titres		
Dotations sur dépréciations des créances	0	0
Reprises sur dépréciations des créances	0	0
Pertes sur créances irrécouvrables	-10 598	-3 664
Récupérations sur créances amorties	4	0
Net des dotations sur reprises de provisions risques-pays (Bilan / Hors bilan)		

Sur les établissements de crédit	-2 557	12 239
Sur la clientèle	2 149	-9 903

5.9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

	2016	2015
Actifs immobilisés	1 583	-16 955
Gains ou pertes sur immobilisations incorporelles	0	0
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	48	-51
Gains ou pertes sur titres de participations	1 535	-16 904
Gains ou pertes sur parts dans les entreprises liées	0	0

5.10. Produits et charges exceptionnels - ventilation par nature :

	2016	2015
Produits	8	74
Sur exercices antérieurs	6	70
Sur exercice en cours	2	4
Reconstitution de l'emprunt participatif	0	0
Reprise sur FRBG	0	0
Charges	39 073	13 923
Sur exercices antérieurs	78	14
Correction d'erreur 2014	0	3 957
Sur exercice en cours	3	1
Reconstitution de l'emprunt participatif	38 992	9 951

5.11. Résultat comptable. — VTB BANK (France) SA bénéficie d'une clause de retour à meilleure fortune attachée à la reconstitution de l'emprunt participatif. Le résultat comptable de chaque exercice peut être affecté à la reconstitution de cet emprunt, en vue de son remboursement. Cette affectation, enregistrée en résultat exceptionnel, a pour effet d'équilibrer le montant des produits et des charges comptables de l'exercice, conduisant de ce fait à un résultat comptable nul.

Le montant des charges non déductibles fiscalement visées au paragraphe 4 de l'article 39 du CGI sont non significatives au titre de l'exercice 2016.

6. – Autres informations.

6.1. Personnel :

	2016	2015
Effectif moyen	58	60

6.2. Rémunérations (en milliers d'euros) :

	2016	2015
Rémunérations et avantages de toute nature alloués pendant l'exercice aux mandataires sociaux (Membres du Directoire et du Conseil de Surveillance) charges sociales comprises	1 665	2 026
Montant des avances accordées pendant l'exercice	Aucune	Aucune

6.3. Honoraires d'audit (en euros)

— Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels :

	2016	2015
Ernst et Young	87 000	67 250
Deloitte et Associés	87 000	67 250

6.4. Compte de résultat de gestion. — Les chiffres présentés pour 2016 intègrent la clause de retour à meilleure fortune.

VTB Bank France présente une analyse des agrégats du compte de résultats par métier et par zone géographique.

L'analyse est déclinée sur deux exercices avec une répartition par métier et zone géographique du PNB, l'évolution des performances et du résultat brut d'exploitation.

La description des Métiers :

- Entreprises : concerne tous les tiers "non banque" hors activités de marché.
- Banques : concerne tous les tiers "banque" hors activités de marché.
- Activités de marchés : concerne les activités de marché (change, trésorerie et titres).

Le Produit Net Bancaire (PNB) : Le Produit Net Bancaire est constitué des produits bancaires diminués des charges bancaires incluant les coûts de refinancement. Ces derniers sont calculés d'une manière conventionnelle sur la base d'un taux de cession interne selon le principe du pool unique, en fonction de nos ressources.

Le coût de traitement : Le coût de traitement correspond à l'ensemble des charges de personnel et des frais généraux ainsi que les dotations aux amortissements sur immobilisations. Les charges liées aux centres de profit sont affectées directement. Les charges de structure et de support sont imputées en fonction de "clés" de répartition, comme les effectifs, les surfaces occupées et d'autres postes selon les volumes de dossiers traités.

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés : En 2015, la perte de 51K€ représente la cession de l'agencement lié au déménagement ainsi qu'à la cession d'un véhicule.

En 2016, le gain de 48 K€ correspond principalement à la vente aux salariés d'éléments totalement amortis.

Les charges et produits exceptionnels et impôts sur les bénéfices : Les charges et produits exceptionnels et impôts sur les bénéfices intègrent pour partie le montant de la charge liée à l'exécution de la clause de retour à meilleur fortune sur l'emprunt participatif.

Réparation par zone géographique et métiers	Entreprises		Banques		Activités de marché		Total	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
FRANCE	2 921	4 641	-8	-17	942	-1 015	3 854	3 610
CEI	9 206	11 490	3 559	2 393	1 320	4 825	14 085	18 707
OCDE	13 711	18 949	1 404	0	51 612	19 082	66 727	38 031
AUTRES PAYS	3 757	3 368	-24	542	-46	902	3 687	4 812
Produit Net Bancaire	29 595	38 449	4 930	2 917	53 828	23 794	88 353	65 160
Charges générales d'exploitations	-7 391	-5 833	-2 781	-3 061	-8 017	-9 152	-18 188	-18 047
Dotations aux comptes d'amortissements et dépréciations	-277	-232	-277	-232	-277	-232	-831	-697
Total des frais généraux	-7 668	-6 066	-3 058	-3 293	-8 294	-9 384	-19 019	-18 743
Coût du risque	-58 741	-6 323	16 254	-2 612	0	0	-42 487	-8 935
Résultat d'exploitation	-36 814	26 060	18 126	-2 988	45 534	14 409	26 846	37 482
Gains ou pertes sur actif immobilisés	-5 652	528	-5 652	528	-5 652	528	-16 955	1 583
Charges et produits exceptionnels (dont reprise s/ FRBG) et impôts sur les bénéfices	42 466	-26 588	-12 475	2 460	-39 883	-14 937	-9 891	-39 065
Résultats de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0

B. — Rapport du Commissaire aux comptes établi en l'absence de communication des comptes annuels de

l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que du rapport de gestion.

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, portant notamment sur le contrôle des comptes annuels et du rapport de gestion de la société VTB BANK France SA, nous vous informons que nous n'avons pas pu effectuer ce contrôle dans la mesure où ces documents n'ont pas été mis à notre disposition comme le prévoit l'article R.232-1 du Code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que le non-établissement, la non-communication et la non-présentation des comptes annuels et du rapport de gestion constituent une violation des dispositions des articles L.232-1, L.225-115 et L.225-100 du Code de commerce.

Neuilly sur Seine et Paris-La Défense, le 14 février 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Deloitte et Associés :

Jean-Marc Mickeler ;

Marjorie Blanc Lourme,

Ernst & Young Audit :

Vincent Roty.

C. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons établi en date du 14 février 2017 un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder à la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion, ceux-ci n'ayant pas été établis dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 1 Mars 2017, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VTB BANK FRANCE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la note 2.6 de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, aux méthodologies de dépréciation, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la couverture des pertes de valeur par dépréciations individuelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly sur Seine et Paris-La Défense, le 1er mars 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Deloitte et Associés :

Jean-Marc Mickeler ;

Marjorie Blanc Lourme,

Ernst & Young Audit :

Vincent Roty.

D. — Attestation des Commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L.225-115 4° du Code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L.225-115 4° du Code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées figurant dans le document joint et s'élevant à 1 331 360,76 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L.225-115 4° du Code de commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 1 mars 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Deloitte et Associés :

Jean-Marc MICKELER,

Marjorie Blanc Lourme

Ernst & Young Audit :

Vincent ROTY.

E. — Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale :

— Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé : Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale :

— Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé : En application de l'article R.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec VTB Moscou. — Les conventions de prêt participatif et d'abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune ont été reprises par JSC VTB Bank le 28 décembre 2005.

Une convention de prêt participatif a été conclue en date du 14 février 1992, entre la Banque Centrale de Russie et votre société. Ce concours financier d'une contrevaletur de 1 080 189 713,11 USD à l'origine se répartit par devise comme suit :

— USD 664 824 022,54

— CHF 192 135 328,69

— EUR 233 985 668,24

Cette convention a été modifiée par un avenant en date du 7 décembre 1993 avec la mise en place d'un concours financier supplémentaire de 530 millions FRF, converti en 80 412 156,51 EUR et par un avenant en date du 31 décembre 1998 octroyant à votre société un nouveau prêt participatif de 120 millions USD.

Le 25 janvier 2002, cette dernière fraction du prêt participatif a été transformée en dettes interbancaires (120 millions USD), après avoir obtenu l'accord du Secrétaire Général de la Commission Bancaire.

Une convention d'abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune a été conclue en date du 18 novembre 1992 entre la Banque Centrale de Russie et votre société.

Au titre de l'exercice 2016, et en conformité avec la clause de retour à meilleure fortune, le montant affecté à la reconstitution du prêt participatif s'élève à 38 992 176,34 EUR.

Compte tenu de cette reconstitution, le montant principal du prêt participatif s'élève à :

— USD 664 824 022,54

— CHF 106 305 700,73

— EUR 233 985 668,24

Soit une contrevaletur de 963 678 975,33 EUR au 31 décembre 2016.

Le montant du prêt participatif restant à reconstituer s'élève à :

— USD 0

— EUR 0

— CHF 85 829 627, 96

Soit une contrevaletur de 79 923 296,361 EUR au 31 décembre 2016.

En application de la loi, nous vous signalons que le conseil de surveillance n'a pas procédé à l'examen annuel de cette convention, prévu par l'article L.225-88-1 du Code de commerce.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 1 mars 2017.

Les Commissaires aux comptes :

ERNST et YOUNG Audit :

Vincent ROTY;

Deloitte & associés :

Marjorie BLANC-LOURME ;

Jean-Marc MICKELER.

Le rapport annuel, intégrant le rapport de gestion du Directoire, est tenu à la disposition du public, en notre siège social, sur simple demande.

1700615